

MERIA

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU MAGHREB : CONSTANCES ET ADAPTATIONS*

Yahia H. Zoubir**

Historiquement, le Maghreb n'a jamais été une région vitale pour les États-Unis, et ce malgré sa position géostratégique. Pendant la guerre froide, l'Algérie et même la Libye, bien qu'ayant de très bonnes relations avec l'URSS, n'inquiétaient pas les intérêts américains dans la région. Mais depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis montrent un intérêt croissant pour la région, motivé notamment par des considérations énergétiques. Les événements du 11 septembre 2001 ont grandement accru ce regain d'intérêt, surtout sur le plan sécuritaire. Cet article analyse l'évolution de la politique américaine au Maghreb, en mettant l'accent sur ses objectifs et sa conception du Maghreb. Il analyse aussi les relations politiques, économiques, militaires et sécuritaires qu'entretiennent les États-Unis avec chacun des États dans la région.

Beaucoup d'observateurs en France¹ et au Maghreb² suggèrent, et s'inquiètent, que les États-Unis s'intéressent un peu trop au Maghreb et qu'ils veulent supplanter l'influence française dans la région. Qu'en est-il en réalité ? Quels sont les intérêts des États-Unis au Maghreb ? Est-il vrai que les États-Unis souhaitent éliminer l'influence française et européenne au Maghreb ? L'hypothèse principale dans cet article est qu'il existe un intérêt incontestable des États-Unis pour cette région, devenue d'autant plus stratégique depuis le 11 septembre 2001, mais que les objectifs américains au Maghreb, certes réels, sont moins ambitieux et moins inquiétants pour les intérêts européens, français en particulier, qu'on ne le pense. En fait, les relations transatlantiques dans la région relèvent plus de la complémentarité que de la rivalité³.

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS DES ÉTATS-UNIS AVEC LE MAGHREB

Pendant des décennies, les États-Unis ont généralement accordé assez peu d'attention au Maghreb, les dirigeants américains

considérant que le Maghreb faisait partie de la zone d'influence de l'Europe et notamment de la France. Cependant, certaines périodes ont régulièrement marqué un regain d'intérêt de la part des États-Unis, tant sur le plan économique que politique. Il y eut au moins trois périodes au cours desquelles les États-Unis accordèrent une attention particulière au Maghreb : la deuxième guerre mondiale, la décolonisation dans les années 1950 et 1960 et enfin le conflit du Sahara occidental jusqu'aux années 1980.

Durant la guerre froide, les États-Unis n'ont jamais perçu le Maghreb en tant qu'entité régionale, malgré son importance géopolitique, et lui ont préféré des relations bilatérales avec chacun des États. Le Maghreb en tant que région n'était important que par rapport aux conséquences que son évolution pouvait avoir sur la stabilité de l'Europe méridionale, flanc sud de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, *NATO's Southern Flank* en anglais). Durant toute la période de la guerre froide, il s'agissait surtout d'endiguer l'influence communiste--celle de l'URSS en

particulier--et de promouvoir les intérêts occidentaux. Malgré des relations sécuritaires et politiques privilégiées avec le Maroc et la Tunisie, les Américains s'en étaient remis à la France, ancienne puissance coloniale, pour jouer un rôle prépondérant au Maghreb. Donc, jusqu'au début des années 1990, il n'existait pas de politique régionale américaine au Maghreb⁴. Mais depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc de l'Est, une politique régionale s'est graduellement dessinée, dictée par la stratégie globale de l'« hyper puissance » américaine. Ainsi, depuis la fin des années 1990, la politique américaine est devenue manifestement favorable à l'émergence d'un ensemble régional maghrébin intégré dans l'espace de l'économie de marché. Ceci fait partie de la notion de *trading blocs* (« zones commerciales »). Même si la Libye était exclue de ce schéma, il ne fait aucun doute que les États-Unis envisageaient son intégration éventuelle dans cet ensemble, qui s'étend de la Libye au Maroc et inclut le Sahara occidental. La normalisation amorcée depuis décembre 2003, l'annonce le 15 mai 2006 du rétablissement des relations diplomatiques avec la Libye ainsi que la suppression de celle-ci de la liste des pays sponsorisant le terrorisme en sont la démonstration concrète.

Au cours de la période qui a suivi la guerre froide, l'intérêt américain pour le Maghreb s'est d'abord accru en raison de l'inévitable globalisation, puis surtout suite aux événements du 11 septembre 2001. En effet, à la fin des années 1990, les hommes politiques américains étaient très séduits par la vision d'une entité régionale maghrébine centrée sur le marché ; et depuis les attentats anti-américains, les États-Unis accordent encore plus d'attention à la région, en partie parce que certains membres du réseau terroriste al-Qa'ida, les dénommés « arabes afghans », sont d'origine nord-africaine. Cependant, la situation de ni paix ni guerre au Sahara occidental continue d'être une source de

tensions dans la région et reste le principal point de discorde entre l'Algérie et le Maroc, qui forment la colonne vertébrale du processus de régionalisation⁵. Depuis ses débuts en 1975, le conflit du Sahara occidental a exacerbé les tensions dans les relations algéro-marocaines. L'intégration économique maghrébine restera ainsi laborieuse tant que la dispute entre le Maroc et les nationalistes sahraouis ne sera pas résolue.

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE AU MAGHREB

De nos jours, les États-Unis favorisent un type de développement privilégiant la croissance économique durable au Maghreb. Officiellement, « les États-Unis recherchent la stabilité et la prospérité de l'Afrique du Nord » et souhaitent « renforcer [leurs] relations avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, et encourager les réformes politiques et économiques »⁶.

Avant les événements du 11 septembre, le principal intérêt américain était tout d'abord économique, l'indicateur le plus clair étant l'Alliance économique entre les États-Unis et l'Afrique du Nord, aussi appelée l'Initiative Eizenstat. Celle-ci fut lancée en 1999 et fut ultérieurement renommée Programme économique américain pour l'Afrique du Nord. Son objectif était de « resserrer les liens entre les États-Unis et les trois pays de l'Afrique du Nord en matière de commerce et d'investissements, de favoriser davantage le commerce entre nos pays, d'inciter un plus grand nombre d'entreprises américaines à investir dans la région et à créer des emplois bien rémunérés [...] et de favoriser la réduction des barrières internes entre les pays de l'Afrique du Nord, qui ont freiné les flux de commerce normaux entre ces pays »⁷. Cette déclaration exprime implicitement le soutien aux trois pays du Maghreb central afin qu'ils raniment l'Union du Maghreb arabe (UMA)--à noter l'exclusion de la

Libye et de la Mauritanie--et pousse à la réouverture de la frontière algéro-marocaine, fermée depuis août 1994. Le Programme économique américain pour l'Afrique du Nord--qui fait à présent partie du *Broader Middle East Partnership Initiative* (BMEPI, « Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient élargi »)--rappelle constamment que les États-Unis souhaitent que le Maghreb devienne une entité intégrée, qui finisse par s'étendre vers l'Est. Il est fort probable qu'à long terme les États-Unis souhaitent voir un ensemble nord-africain incluant l'Égypte⁸--qui occupe déjà un rôle d'observateur dans l'UMA--allié proche des États-Unis, qui servirait de maillon important dans la chaîne de normalisation avec Israël. Étant donné l'amélioration actuelle des relations entre la Libye et les États-Unis, cette expansion n'est probablement pas exagérée.

Dans les années 1990, le principal souci des États-Unis au Maghreb était la situation extrêmement instable en Algérie⁹. Ainsi, l'incertitude dans ce pays a été la première raison pour laquelle les États-Unis, à l'instar des autres États, ont souhaité maintenir le statu quo dans le conflit du Sahara occidental. La forte émergence de l'islamisme radical, le chaos prévu par les analystes en cas de triomphe islamiste dans les urnes et les risques d'insurrection armée ont renforcé l'importance stratégique du Maroc. Aux yeux des Américains et de nombreux Européens, notamment les Français, le Maroc était perçu, jusqu'à récemment, comme une forteresse, en raison de sa stabilité interne et de sa situation de rempart géographique contre l'islamisme radical. La crainte des États-Unis et de l'Europe était que la déstabilisation de l'Algérie ou du Maroc entraîne, par ricochet, des conséquences terribles pour l'Europe. Un régime marocain affaibli, par exemple, faciliterait l'ascension de l'islamisme radical au sein de ce pays, ce qui donnerait lieu à une émigration

massive vers l'Europe. Durant la crise algérienne, particulièrement dans la période 1992-1996, alors que le terrorisme islamiste faisait ravage, plus de 400 000 cadres algériens (informaticiens, médecins, etc.) auraient fui vers l'Europe et l'Amérique du Nord¹⁰. Notons aussi que c'est durant ces années de la crise algérienne que le Maghreb devenait important aux yeux des États-Unis.

LE MAROC : PILIER DES ÉTATS-UNIS AU MAGHREB

Dans la politique étrangère des États-Unis, le Maroc continue d'être un pilier de la présence américaine au sein du Maghreb et du Proche-Orient, notamment pour la sixième flotte américaine en Méditerranée et pour le « processus de paix » au Proche-Orient. À la fin de la guerre froide, l'aide économique et militaire américaine avait relativement diminué. Cependant le Maroc a su regagner sa place d'allié important, et ce pour plusieurs raisons. La première était son soutien à la guerre du Golfe de 1991, pendant laquelle 2 000 soldats marocains ont été envoyés en Arabie saoudite.

La seconde raison était, comme nous l'avons vu, l'instabilité de l'Algérie. Alors que le régime algérien luttait pour sa survie et que le spectre d'une révolution islamiste radicale planait sur l'Afrique du Nord, le Maroc retrouvait son rôle de « rempart » contre les forces extrémistes anti-occidentales. Le royaume renouait ainsi avec le statut de protecteur des valeurs occidentales contre « l'obscurantisme islamiste », après avoir rempli cette fonction contre le communisme au cours de la guerre froide. La capacité du roi Hassan II à réprimer les mouvements islamistes radicaux dans son pays lui a permis de devenir un intermédiaire particulièrement utile contre ces forces. Parallèlement, grâce à sa capacité à institutionnaliser l'islamisme et à sa tolérance envers certains islamistes agissant dans les limites qu'il a lui-même

fixées, Hassan II--au titre de « roi des croyants » et accepté en tant que tel par une partie de la population marocaine--a favorisé une certaine stabilité. C'est d'ailleurs ce qui sert de modèle aux officiels américains, tels Robert Pelletreau, pour encourager un compromis entre le régime algérien et les islamistes « modérés »¹¹.

La troisième raison du soutien américain au Maroc est peut-être liée à l'accélération des réformes économiques et de libéralisation du marché, comprenant une privatisation à grande échelle, qui coïncide avec les objectifs idéologiques américains. Le soutien au profit du Maroc au sein du Congrès américain joue également un rôle important, le Maroc étant considéré comme un pays moins hostile à l'égard d'Israël. Ainsi, malgré les violations des droits de l'Homme, les États-Unis ont maintenu leur politique envers le Maroc.

Le gouvernement de George W. Bush a renforcé les coopérations économique et militaire, lesquelles ont été particulièrement importantes dans le domaine antiterroriste. Pour les États-Unis, le Maroc se distingue également en tant que « modèle de démocratie » au sein du monde arabe. L'ancien ambassadeur américain au royaume chérifien déclara au mois de novembre 2000 « qu'en ce qui concerne le Maroc, nous sommes très enthousiasmés par l'expérience démocratique. Au ministère des Affaires étrangères, nous sommes persuadés que le Maroc est probablement la meilleure expérience démocratique en cours au Moyen-Orient »¹². En novembre 2003, Bush annonça que :

Les États-Unis comptent prendre de nombreuses et importantes mesures pour renforcer nos relations avec le royaume [du Maroc], notamment des mesures visant le développement de la coopération économique et militaire, ainsi qu'en

matière de lutte antiterroriste. Les États-Unis sont également sur le point de concéder au Maroc la considération d'allié de longue durée.¹³

Mis à part l'Égypte, le Maroc a reçu, depuis son indépendance en 1956, plus d'aide financière américaine que tout autre pays arabe. À partir de 1975, lorsque débuta le conflit au Sahara occidental, le Maroc obtint plus d'un cinquième de l'aide totale américaine en Afrique, avec plus d'un milliard de dollars allant à l'aide militaire. En 2002, le Maroc reçut 72 pour cent de l'aide totale américaine aux trois pays du Maghreb. En 2005, cette aide représentait 81,8 pour cent, avec près de 58 millions de dollars¹⁴. L'aide militaire s'élève à présent à 20 millions de dollars, afin d'aider le Maroc non seulement à stopper l'immigration clandestine mais aussi, et surtout, à protéger ses frontières et poursuivre la lutte antiterroriste.

Il convient cependant de signaler que, malgré son soutien affirmé au Maroc, Washington refuse de reconnaître la souveraineté marocaine dans le différend du Sahara occidental¹⁵ afin de ne pas se trouver en désaccord avec les congressistes américains partisans de l'organisation d'un référendum sur ce territoire et surtout afin d'éviter une franche inimitié avec l'Algérie.

L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ALGÉRIE

À la fin des années 1990, les relations entre les États-Unis et l'Algérie ont connu, à tous les niveaux, un essor considérable par rapport à ce qu'elles avaient été jusqu'alors. L'antagonisme politique et idéologique du passé s'est peu à peu dissipé. La meilleure illustration de cette évolution fut la visite officielle du président Abdelaziz Bouteflika aux États-Unis en juillet 2001. L'influence croissante

de l'Algérie au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue l'Union africaine), ainsi que l'importance grandissante de l'axe Algérie - Nigeria - Afrique du Sud, ne sont pas passées inaperçues à Washington, que l'on soupçonne même d'en être un actif promoteur (en comparaison avec l'échec du plan Oméga, défendu par le Sénégal et la France, que le président sénégalais Abdoulaye Wade a tenté de lier au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)¹⁶. Quant à la résolution du conflit du Sahara occidental, les hommes politiques américains sont conscients qu'elle est impossible sans l'approbation de l'Algérie¹⁷.

Sur un autre registre, les États-Unis avaient compris bien avant le 11 septembre qu'il était nécessaire de coopérer avec l'Algérie en matière de terrorisme mondial. En effet, au mois de mars 2001, le directeur du FBI, Louis Freeh, était venu en Algérie pour solliciter l'aide de ses autorités dans la lutte contre le réseau d'Oussama ben Laden¹⁸. Néanmoins, les attentats du 11 septembre ont accéléré le rapprochement entre les deux pays, au moins en ce qui concerne la coopération sécuritaire. Malgré certaines réserves, l'Algérie a accepté de se joindre à la coalition internationale menée par les États-Unis. Les autorités algériennes ont ainsi remis à Washington une liste de plusieurs centaines de suspects--militants islamistes algériens réfugiés en Europe et en Amérique--et ont offert leur coopération en matière de sécurité et d'échanges entre les services secrets. Le président Bouteflika a aussi effectué une visite à Washington le 5 novembre 2001. Au cours de ce voyage, dont le thème principal était la lutte mondiale contre le terrorisme, les Algériens ont obtenu des résultats politiques positifs : le soutien à la lutte antiterroriste en Algérie, l'appui au manifeste de l'OUA à Alger sur la lutte contre le terrorisme, la condamnation des violentes prises de pouvoir en Afrique et le

soutien à la diplomatie de l'Algérie en Afrique et en Méditerranée. La CIA, le FBI et la NSA (*National Security Agency* ou « Agence de sécurité nationale ») continuent de solliciter l'aide des Algériens, qui ont acquis une expérience extrêmement précieuse dans le domaine de la lutte antiterroriste. Plus important encore, tout en refusant de vendre à l'Algérie des armes de guerre, les États-Unis ont accepté de fournir aux forces de sécurité algérienne un équipement efficace¹⁹, permettant d'éliminer les groupes « résiduels » de militants armés dans les zones rurales. Ceci a permis à l'Algérie de rompre l'embargo militaire qui l'accablait depuis l'annulation du processus électoral en janvier 1992. L'embargo avait longtemps forcé les Algériens à s'approvisionner sur des marchés parallèles et hypothétiques dans l'ancien bloc communiste, en Afrique du Sud et en Turquie²⁰.

Ce rapprochement entre Washington et Alger n'aurait pas été aussi facile sans le rôle régional de plus en plus important que l'Algérie pouvait jouer dans la préservation de la sécurité en Méditerranée, une région vitale pour l'Alliance atlantique. L'OTAN a reconnu l'importance de la relation entre la sécurité euro-atlantique et la stabilité en Méditerranée. Ainsi, les visites de Bouteflika au quartier général de l'OTAN en Belgique en décembre 2001 et en décembre 2002 ont donné lieu à l'établissement d'un programme de coopération et à des manœuvres conjointes en Méditerranée par les forces algériennes et celles de l'OTAN.

Sur le plan économique, les relations entre l'Algérie et les États-Unis ont connu une croissance remarquable. En juillet 2001, les deux pays ont signé un accord-cadre sur le commerce et l'investissement, établissant une procédure consultative qui donna lieu à un accord bilatéral d'investissement, à des concessions

commerciales mutuelles et à un accord sur la double imposition fiscale, ouvrant plus largement les ressources pétrolifères et gazières algériennes aux entreprises multinationales. L'objectif de cet accord était de doubler le volume des échanges et de permettre aux entreprises américaines d'acquiescer une plus grande part du marché algérien, notamment en matière d'hydrocarbures. Les États-Unis sont ainsi devenus les plus grands investisseurs dans ce secteur (avec 2,7 milliards de dollars²¹), alors que la France, premier partenaire économique de l'Algérie, n'investit que 500 millions d'euros²². Lors de sa visite à Washington en juillet 2001, Bouteflika avait aussi exprimé le souhait que cet investissement double en 2005. Cependant, ces dernières années les entreprises américaines se sont également intéressées à des secteurs autres que celui de l'énergie, comme par exemple ceux des finances, des produits pharmaceutiques, des télécommunications et de l'informatique.

Il n'en demeure pas moins que, malgré cette évolution positive, les investissements américains, hors des hydrocarbures, demeurent faibles. L'instabilité de l'Algérie au cours des années 1990 explique en partie le faible niveau d'investissements étrangers directs (IED) américains. La lenteur des réformes économiques, la vétusté de certaines infrastructures et la bureaucratie sont autant de facteurs ayant maintenu les investisseurs américains à l'écart. Signalons cependant que l'Afrique du Nord, en général, bénéficie d'une part peu élevée du marché mondial d'IED (cinq milliards de dollars chaque année). L'Algérie a tout de même réussi à attirer 3,4 milliards de dollars en 2004, soit le double de 2003, dont la majorité hors du secteur des hydrocarbures²³. Il ne fait aucun doute que les relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis vont bon train. Les États-Unis sont devenus le premier client de l'Algérie et son troisième fournisseur au premier trimestre 2005²⁴.

La coopération algéro-américaine s'étend peu à peu à d'autres domaines, tels ceux ayant trait à l'activité parlementaire ou au fonctionnement des banques. En janvier 2006, par exemple, une délégation de la *National Conference of State Legislatures* (« Conférence nationale des institutions législatives des États américains ») a séjourné en Algérie. La mission de la délégation était d'évaluer, sur la base de ce qui avait été accompli jusque là, les projets susceptibles de figurer dans le nouveau programme de coopération pour le biennium 2006-2007²⁵, ceci toujours dans le cadre de la MEPI.

LA TUNISIE : PRESSIONS AMÉRICAINES POUR UNE OUVERTURE DÉMOCRATIQUE (?)

Depuis son indépendance en 1956, et jusqu'en 2003, la Tunisie occupait une place privilégiée sur la liste des pays préférés des États-Unis. L'alliance exemplaire américano-tunisienne ne s'est vue menacée qu'une seule fois, suite au bombardement israélien du quartier général de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) à Tunis en 1985²⁶. L'attitude pro-occidentale tunisienne s'est avérée extrêmement attrayante, de même que son modèle de développement politique, économique et social. Dans les années 1990, les hommes politiques américains ont présenté la Tunisie comme un modèle de réussite : réformes, libéralisation du marché, laïcisme, promotions liées au statut des femmes, alphabétisation et contrôle des naissances. Même le mouvement islamiste tunisien a été présenté dans les années 1990 par le département d'État comme étant beaucoup plus modéré que le FIS (Front islamique du salut) algérien.

De plus, les États-Unis apprécient la Tunisie pour des raisons de sécurité, ce que prouve le nombre de manœuvres militaires conjointes effectuées chaque année. Pendant la crise algérienne, la Tunisie, tout

comme le Maroc d'ailleurs, a bénéficié d'un soutien américain ferme afin d'éviter que l'islamisme radical ne se propage et de dissuader la Libye de toute tentative de déstabilisation de son voisin tunisien. Compte tenu de son importance stratégique, la Tunisie a échappé aux critiques relatives aux graves problèmes de violation des droits de l'Homme, du moins publiquement. Contrairement aux critiques adressées au régime algérien par les États-Unis pendant les années 1990, la Tunisie fut épargnée car, comme le Maroc et l'Égypte, elle justifia cette répression au nom de la stabilité et de la survie du régime contre des forces islamistes hostiles à l'Occident. Les Tunisiens profitaient de l'instabilité en Algérie pour justifier leurs mesures répressives non seulement contre l'opposition islamiste mais contre toute opposition, démocratique ou autre.

Deux exceptions récentes à l'indulgence américaine envers le régime tunisien sont notables. L'ancien secrétaire d'État Colin Powell critiqua les violations des droits de l'Homme au cours de sa visite en Tunisie en novembre 2003. En février 2004, le président Bush, ainsi que d'autres dirigeants, ont déclaré à un Zine al-Abidine Ben Ali déconcerté qu'il fallait entreprendre des réformes dans les domaines de la liberté de la presse et du système législatif, judiciaire et électoral.

Cependant, hormis ces réprimandes ponctuelles, la Tunisie continue de bénéficier du soutien de Washington et tout particulièrement du département de la Défense, qui souhaite la maintenir aux côtés des États-Unis. Bien entendu, à l'instar d'autres gouvernements arabes, ce pays a profité des circonstances qui ont suivi le 11 septembre pour conserver les faveurs des États-Unis : participation à la lutte globale contre le terrorisme, aide à l'Irak, reconnaissance du Conseil de gouvernement irakien et participation à des opérations de paix. La Tunisie a aussi utilisé la carte israélienne pour atténuer les

critiques américaines. Ainsi, elle a invité, en février 2005, le premier ministre israélien Ariel Sharon à se rendre en Tunisie. Cette manœuvre rappelle celle utilisée par le roi Hassan II lorsqu'il invita, en été 1986, Shimon Pérès, alors premier ministre d'Israël, à se rendre au Maroc. L'objectif était de regagner les faveurs américaines à la suite du Traité d'Oujda (1984-1986) entre le Maroc et la Libye, qui avait irrité Washington à cause de son inimitié envers Tripoli.

La Tunisie bénéficie toujours de très bons soutiens à Washington, non seulement au niveau du Congrès--impressionné par le système social--mais surtout au département de la Défense, qui joue le rôle de lobby pour la Tunisie auprès du département d'État et de la Maison Blanche afin d'atténuer les critiques envers le régime autoritaire de Ben Ali.

LA LIBYE : RÉHABILITATION DE L'ÉTAT « VOYOU »

Les relations américano-libyennes ont connu l'évolution la plus extraordinaire ces trois dernières années. Après des décennies d'animosité et d'affrontements directs²⁷, les deux pays ont beaucoup avancé dans le processus de normalisation en peu de temps. L'accord de 2003 sur l'attentat contre l'avion de la PanAm a constitué le point de départ, suivi par l'annonce de la Libye, fin décembre 2003, de sa décision d'abandonner ses programmes d'armes de destruction massive (ADM). La coopération concernant ce type d'armes a ouvert la voie aux discussions bilatérales et, à terme, à la normalisation des relations diplomatiques. Les États-Unis et la Libye sont actuellement en pourparlers quant à l'élargissement des négociations ayant trait à la politique en Afrique, au terrorisme, aux droits de l'Homme et aux réformes économiques en Libye. Washington souhaiterait utiliser l'influence dont jouit la Libye en Afrique pour mener des actions dites positives²⁸ : s'abstenir de s'ingérer

dans les affaires intérieures de certains pays africains, modérer la politique de Mugabe au Zimbabwe, influencer certains groupes d'opposition et tempérer certains groupes islamistes, comme ce fut le cas lors de la libération, grâce à la médiation des Libyens, des otages occidentaux détenus par le groupe islamiste d'Abou Sayyaf sur l'île de Jolo aux Philippines. Les Libyens semblent avoir agi dans ce sens²⁹.

Les États-Unis et la Libye discutent également de questions pétrolières et commerciales, qui risquent d'être extrêmement lucratives pour les compagnies américaines, qui ont mené un lobby incessant auprès des autorités américaines durant toute la période de l'embargo afin que celui-ci soit levé et que les compagnies puissent reprendre leurs activités en Libye. Le retour des compagnies américaines en Libye s'est accéléré ces derniers mois. Ainsi, en décembre 2005, ExxonMobil a signé des accords pour l'exploration et la production de pétrole avec la compagnie nationale libyenne de pétrole (*National Oil Company*, NOC)³⁰. Les autres compagnies ayant bénéficié de cette ouverture sont Occidental Petroleum, Chevron et Amerada Hess, chargées elles aussi de prospecter le pétrole libyen et de moderniser les structures pétrolières du pays.

Cependant, malgré l'avancée positive des relations américano-libyennes depuis décembre 2003, il fallut attendre le 15 mai 2006 pour que la Libye soit effacée de la liste des pays qui sponsorisent le terrorisme. La Libye compte toujours de nombreux ennemis à Washington, surtout parmi les néo-conservateurs, qui auraient souhaité punir le gouvernement libyen pour ses actions passées. Certains d'entre eux pensaient sérieusement attaquer la Libye quelque temps après les événements du 11 septembre et en même temps que la

décision de renverser le régime de Saddam Hussein en Irak.

Conscient que les États-Unis pourraient attaquer les pays ayant aidé des groupes terroristes, même dans un passé lointain, Kadhafi s'attela sérieusement à dissocier son pays de toute collusion avec les terroristes et à normaliser ses relations avec les États-Unis, un projet qu'il tenta de mener tant bien que mal pendant des années³¹. Lors de son discours du 31 août 2002, célébrant l'anniversaire de ses 33 ans au pouvoir, Kadhafi déclara que « nous devons nous conformer à la légalité internationale même si celle-ci a été faussée et imposée par les États-Unis ; sinon nous serons anéantis »³².

Cependant, il faut remarquer que la décision de la Libye d'abandonner les armes de destruction massive et de normaliser ses relations avec les États-Unis et l'Europe n'était pas, comme l'avait déclaré l'administration Bush, le fait de la guerre en Irak³³. En réalité, malgré les déclarations faites auparavant, qui étaient dans la ligne des autres annonces officielles de Bush, Colin Powell conclut lui-même, après la décision de la Libye en décembre 2003 d'abandonner ses armes de destruction massive, qu'aucun facteur ni aucun événement isolé ne suffirait à lui seul à expliquer les récentes positions de la Libye. Ceci dit, la décision libyenne nous montre un élément intrinsèque d'une diplomatie réussie. La pulsion libyenne fut transformée en « victoire » grâce aux persuasions américaine et britannique. Reconnaisant l'interaction entre la diplomatie et la force, Powell admit aussi que le processus dura plusieurs années, c'est-à-dire qu'il fallut « en tout plusieurs administrations »³⁴ pour atteindre ce résultat.

Bien que le régime de Kadhafi ait réduit son aide aux groupes terroristes, il décida d'user de ses relations et de son influence passées sur ces groupes pour mettre en

avant les intérêts nationaux libyens. C'est précisément son aptitude à influencer des groupes du mouvement islamiste international, notamment à travers l'association missionnaire *Da'wa al-islamiyya*, qui permit à la Libye d'être incluse dans la liste des pays en lutte contre le terrorisme. Ainsi, à l'instar d'autres régimes arabes, la Libye eut l'opportunité de déclarer qu'elle aussi combattait de tels mouvements sur son sol depuis trois décennies.

Avec les plus grandes réserves en Afrique, la Libye est un riche producteur de pétrole³⁵ ; donc les États-Unis surveilleront de près sa réhabilitation. La Libye « peut récupérer une place sûre, être respectée parmi les autres nations et, au fil du temps, améliorer ses relations avec les États-Unis », a déclaré le président Bush. Il semblerait à présent que Kadhafi soit prêt à jouer le rôle d'allié des États-Unis dans la région. En tout cas, sa déclaration, le 26 juillet 2006, dans laquelle il admet que sa politique étrangère s'est avérée être un échec et que la Libye a payé un tribut lourd pour sa politique dans le passé³⁶, semble augurer un processus d'alignement avec les États-Unis.

LE MAGHREB : ENTITÉ RÉGIONALE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

Le principal objectif pour les États-Unis est de développer au sein du Maghreb une étroite coopération militaire, économique et sécuritaire. Un examen des déclarations officielles, des conférences de presse et des documents publiés montre que les États-Unis tentent de mettre en place une alliance économique avec le Maghreb par le biais de l'accélération des réformes des structures au sein de chaque pays, en offrant un plus grand rôle au secteur privé et en démantelant les barrières intra-régionales, qui représentent un obstacle pour le commerce et l'investissement.

Mais le plus important pour les États-Unis est de mettre en place un système de sécurité maghrébin.

Les Américains sont également conscients de l'importance du pétrole et du gaz naturel dans la région, notamment en Algérie et en Libye. Dans ce contexte, le conflit au Sahara occidental acquiert une dimension nouvelle car sa non résolution signifie la persistance d'obstacles majeurs à la réalisation de la politique régionale sécuritaire et économique américaine. C'est pourquoi Bush insista, en novembre 2003, sur la nécessité pour l'Algérie et le Maroc de trouver des « façons créatives et pragmatiques de résoudre leurs différends »³⁷. Or, cette insistance ne tient pas compte de la position algérienne, et tant que les États-Unis et la France continueront à soutenir le Maroc, le statu quo au Maghreb restera de mise. Il est donc indispensable que le conflit du Sahara occidental soit résolu de manière juste, équitable et rapide afin de permettre un développement durable dans le Maghreb.

L'analyse montre que les États-Unis redoutent de voir la région devenir une base de recrutement et d'activités du réseau d'al-Qa'ida car, selon eux, ceci constituerait un véritable danger pour l'Europe, puisque beaucoup des recrues d'al-Qa'ida viennent d'Afrique du Nord mais aussi des banlieues des villes européennes. Trois jours seulement avant les attentats de Madrid le 11 mars 2004, le général Charles Wald, commandant adjoint du commandement européen de l'armée américaine (*U.S. European Command, EUCOM*) déclara sans ambages qu'al-Qa'ida est en train de s'implanter en Afrique du Nord³⁸. Au niveau multilatéral, le signal le plus important d'un changement fut le lancement du programme de Dialogue méditerranéen (DM), qui rassemble des pays tels que l'Algérie, Israël, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Mauritanie autour d'une même table. L'intégration de l'Algérie au

DM représente un tournant de 180 degrés car il marque une métamorphose des principes que l'Algérie avait défendus résolument depuis son indépendance en 1962. Quant aux régimes tunisien et marocain, leurs relations avec les États-Unis se sont renforcées encore davantage durant la crise algérienne des années 1990³⁹.

En 2002, le président George W. Bush déclarait dans le *United States National Security Strategy Report* (« Rapport sur la stratégie de sécurité nationale des États-Unis ») :

Nous continuerons d'encourager nos partenaires régionaux à entreprendre des efforts coordonnés afin d'isoler les terroristes. Une fois que la campagne régionale aura localisé la menace contre un État en particulier, nous nous assurerons que cet État a les moyens militaires, les mesures légales, ainsi que les instruments politiques et financiers pour finir la tâche.⁴⁰

L'exécution d'une telle décision consiste à établir des alliances et des bases logistiques à travers le globe. Ainsi, en 2004, le commandant en chef des forces américaines en Europe et commandant suprême de l'OTAN, le général James Jones, affirmait que, tout comme le Maroc, la Tunisie et les nouveaux membres de l'Europe de l'Est de l'OTAN, d'autres nations pourraient fournir des bases précieuses pour l'entraînement des forces militaires américaines⁴¹.

Ces bases, même temporaires et simples, contenant des pistes, des casernes et de l'électricité, pourraient être utilisées par des forces expéditionnaires pendant plusieurs mois si nécessaire. Des États précédemment isolés sur la scène internationale, comme l'Algérie pendant la période 1992-1999, recevraient des armes et des entraînements militaires et

pourraient même devenir la pierre angulaire des intérêts militaires américains dans la région. « Nous souhaiterions pouvoir atterrir avec nos avions dans des bases en Algérie, ou avoir des exercices en commun [...] Nous pensons que nous avons beaucoup à apprendre des Algériens », déclarait le général Charles Wald⁴². Cette déclaration est intervenue à un moment où les États-Unis ébauchaient des plans pour le déploiement de troupes à l'étranger, d'autant plus qu'une diminution substantielle des troupes stationnées en permanence en Allemagne et dans d'autres pays ouest-européens était attendue. Ceci fait aussi partie des plans censés améliorer les relations politiques et militaires avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord dans le cadre de la redéfinition, par l'Alliance atlantique, des nouvelles menaces (terrorisme, sécurité des frontières, trafic de drogue, immigration illégale et instabilité régionale). Cet intérêt américain au Sahel est lié aux pays du Maghreb. Dans ce contexte, même la Libye se verrait réhabilitée et pourrait donc bénéficier d'une coopération militaire avec les États-Unis. En effet, le général Wald a affirmé, en avril 2005, qu'un rétablissement des relations militaires avec la Libye favoriserait grandement les États-Unis dans leurs efforts de contrer les forces d'instabilité en Afrique du Nord⁴³.

LES ÉTATS-UNIS ET LA SÉCURITÉ AU MAGHREB/SAHEL

Depuis les événements du 11 septembre, l'objectif principal des États-Unis au Maghreb est de développer une étroite coopération militaire et sécuritaire, probablement plus importante que le partenariat économique. Ces événements ont favorisé un développement des relations entre les États-Unis et les régimes maghrébins, notamment algérien (surtout depuis 2001), mauritanien (depuis 2002), marocain (depuis mai 2003) et libyen (après décembre 2003). Ainsi, le 22 mars 2004, EUCOM organisa à Stuttgart

une réunion de deux jours, qui rassembla les chefs des forces armées maghrébines (Algérie, Mauritanie, Maroc et Tunisie) et celles des pays du Sahel (Tchad, Mali, Niger et Sénégal) afin de coordonner la lutte contre le terrorisme. À bien des égards, ce fut là un véritable exploit de la part des États-Unis, qui réussirent à regrouper autour d'une même table des pays dont les intérêts stratégiques et de défense sont diamétralement opposés, et à les convaincre de coordonner leurs opérations antiterroristes⁴⁴. Selon certaines sources, l'Algérie aurait autorisé des troupes d'élites américaines à pénétrer le territoire algérien pour traquer des groupes terroristes et poursuivre des opérations de surveillance. Il reste à savoir si, au-delà de ces exemples, les relations avec l'Algérie se renforceront dans des secteurs autres que la sécurité. Pour l'instant, il ne semble pas, malgré la rhétorique des deux côtés, que la coopération soit aussi poussée que l'on voudrait le faire penser, surtout sur le plan politique. Les positions de l'Algérie sur la question palestinienne, le Sahara occidental, le Liban et la Syrie, ainsi que sur d'autres questions d'ordre international, sont diamétralement opposées.

L'intérêt des États-Unis pour le Sahel, point de liaison entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire, revêt une double dimension : sécuritaire/militaire et économique. La région du Sahel est perçue à Washington comme une région vulnérable à cause de sa faible densité géographique et de ses frontières facilement perméables. Les décideurs américains affirment que des groupes terroristes--aussi bien indigènes qu'internationaux--sillonnent la région, s'adonnant à tous genres de contrebande, armes incluses, et recrutant de nouveaux membres parmi les populations locales. Selon Washington, les groupes terroristes islamistes--dont le plus actif est le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)--représentent une menace pour

cette région, qui compte plus de 100 millions d'habitants. La région est à présent considérée comme « le nouveau front dans la guerre globale contre le terrorisme ». L'objectif des États-Unis est donc de « faciliter la coopération entre les gouvernements dans la région (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Sénégal et Nigeria) et de renforcer [leur] capacité à combattre les organisations terroristes »⁴⁵, mais aussi d'empêcher les groupes terroristes d'établir des bases comme ils avaient réussi à le faire en Afghanistan avant le 11 septembre. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'a été lancée, fin 2002, l'Initiative pan-Sahel (PSI), un programme d'un peu plus de huit millions de dollars (mais censé augmenter de manière substantielle) afin de former des troupes spécialisées dans la lutte antiterroriste en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad. En 2003-2004, des instructeurs américains des forces spéciales de EUCOM ont été détachés pour former les forces de sécurité de ces nations. Des forces nigériennes et tchadiennes ont ainsi combattu les éléments du GSPC dans leur pays respectif. Les décideurs américains estiment que le programme du PSI a été un vrai succès et un suivi a été mis en place sous l'appellation d'« Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme » (*Trans-Sahara Counterterrorism Initiative*, TSCTI), dont l'objectif est de renforcer les capacités antiterroristes dans la région et d'y consolider et institutionnaliser la coopération entre les forces de sécurité⁴⁶. Le coût initial de ce programme a été estimé à 100 millions de dollars. Le général Wald a déclaré en avril 2005 qu'il espérait que le montant attribué au programme atteindrait au moins 30 millions de dollars en 2006 (il n'était que de cinq millions en 2005) et 60 millions ou plus par an pour les années suivantes⁴⁷.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA)--créé en 1999 au sein de

l'Université de défense nationale (*National Defense University*, NDU) en tant qu'« instrument, pour les Africains et leurs partenaires internationaux, de réflexion collective sur les défis stratégiques vitaux auxquels l'Afrique est confrontée en matière de sécurité »--a réuni à Washington, du 8 au 20 février 2004, 120 officiers supérieurs et responsables civils de la défense, provenant de presque tous les pays africains (42 au total), mais aussi des Américains, des Européens et des représentants d'organisations régionales, internationales et de la société civile, pour discuter de questions de sécurité--lutte antiterroriste, relations civils-militaires, armée et démocratie--et d'économie en matière de défense. Dans son discours de bienvenue, le vice-ministre de la Défense, Paul Wolfowitz, a rappelé que l'Initiative pan-Sahel et l'Initiative antiterroriste en Afrique de l'Est constituent les éléments clés de la politique sécuritaire américaine sur le continent africain :

Nous envisageons notre capacité militaire réelle dans le contexte de notre collaboration avec beaucoup d'amis et d'alliés autour du globe. Lorsque les États-Unis agissent dans le monde, nous ne le faisons pas seuls mais dans le cadre d'une communauté de nations et c'est ainsi que la force des États-Unis est multipliée par la contribution des autres et que nous réalisons nos intérêts lorsque les autres aussi parachèvent les leurs.⁴⁸

Il est donc évident pour les Américains qu'il s'agit d'associer d'autres États aux opérations dans lesquelles les États-Unis sont impliqués, et qu'une préparation et harmonisation sont les conditions préalables nécessaires pour le succès de telles opérations. Des unités d'environ 200 troupes de forces spéciales de l'armée américaine ont été déployées au Mali, au Tchad, au Niger et en Mauritanie, afin d'entraîner les armées de ces pays à lutter

contre le terrorisme et d'améliorer leur coordination avec les forces armées américaines. C'est précisément ce type de coordination sur le terrain qui a permis la dérouté du groupe d'Abderrezak « al-Para » au Tchad. C'est en effet grâce au soutien des appareils de surveillance aérienne P-3 de la *U.S. Navy* que les troupes tchadiennes ont réussi à détruire ce groupe et à arrêter son leader⁴⁹.

La nouvelle approche des États-Unis envers la Mauritanie est assez intéressante. Les objectifs officiels de ce rapprochement mauritano-américain sont la « stabilisation » du Sahel et l'arrêt total des agissements des « groupes salafistes liés à al-Qa'ida ». Cependant, cette interprétation diffère non seulement de celle de l'opposition mauritanienne, mais aussi de celle de certains *think tanks* (« centres d'études ») aux États-Unis. Pour l'opposition mauritanienne, il n'existe aucun danger terroriste menaçant la sécurité du pays. La Mauritanie, qui avait de très bons rapports avec le régime de Saddam Hussein, avait déjà pris ses distances avec Bagdad afin de ne pas être dans le point de mire de Washington. C'est donc en signe de gage envers les États-Unis que le régime décida d'établir des relations avec Israël en octobre 1999, relations établies officiellement à Washington. Le ministère israélien des Affaires étrangères estima à l'époque que « le gouvernement américain et le gouvernement israélien voient dans cet accord un aiguillon pour la poursuite de la normalisation, considérée aux yeux de tous comme la finalité du processus de paix depuis son lancement à la Conférence de Madrid »⁵⁰. Mais en réalité, cette relation avec Israël est une des raisons principales du rapprochement entre les nationalistes arabes et les islamistes mauritaniens. Et c'est bien à cause de cette réalité que le *Council on Foreign Relations* (« Conseil sur les relations étrangères ») a prévenu, faisant référence aux tentatives de coups d'État, qu'il ne fallait pas confondre les revendications légitimes de l'opposition

d'un côté et les terroristes et les putschistes de l'autre. « Les États-Unis doivent faire particulièrement attention à ce que nous ne soyons pas associés à un processus politique qui pousserait les gens à rejoindre les rangs d'extrémistes islamiques »⁵¹. En revanche, le régime du colonel Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, renversé au mois d'août 2005, se sentait menacé et c'est donc indirectement pour le soutenir que Washington était intervenu.

Le même constat peut aisément être noté au sujet d'autres partenaires des États-Unis⁵². Les experts du *Center for Civil-Military Relations* (CCMR, « Centre des relations civils-militaires ») se sont déjà illustrés dans des pays tels que l'Angola, le Botswana, le Tchad, les Comores, le Congo, le Ghana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, la Guinée, le Sénégal et l'Afrique du Sud⁵³. À long terme, le Pentagone vise l'obtention d'un accès à des bases au Mali et en Algérie, la conclusion d'accords avec le Sénégal et l'Ouganda pour réapprovisionner ses avions en carburant et enfin l'institution de programmes d'assistance et de formation. La mise en place de bases dans la région du Maghreb et du Sahel permettrait des interventions sur tout le continent africain et une maîtrise de « l'arc d'instabilité », qui va de l'Afghanistan au golfe de Guinée en passant par les principaux champs pétrolifères de la planète. Lors de sa tournée en Afrique en 2001, Colin Powell a réaffirmé la volonté de son pays d'installer une base militaire américaine à Tessalit dans le Nord du Mali, très exactement à cheval sur la frontière avec l'Algérie⁵⁴.

Au Maghreb, le Maroc et la Tunisie bénéficient eux aussi d'une assistance conséquente de la part des États-Unis. Le Maroc profite des programmes du département d'État, tels que l'*Anti-Terrorism Assistance* (ATA, « Aide anti-terrorisme ») et le *Terrorist Interdiction Program* (TIP, « Programme d'interdiction

du terrorisme »). En 2004, les États-Unis avaient déjà octroyé au Maroc 6,5 millions de dollars pour la formation des Marocains dans la lutte et l'expertise antiterroriste. Le programme TIP devait être renforcé en 2005 afin d'aider les Marocains dans les domaines de la sécurité et de la protection des ports, aéroports, frontières terrestres et frontières poreuses⁵⁵. La coopération avec l'Algérie demeure l'un des aspects les plus importants des relations bilatérales, surtout depuis le 11 septembre, comme nous l'avons vu. Cette coopération s'articule autour du renseignement, de la collaboration dans les domaines militaires et de la surveillance des mouvements de fonds. Il est toutefois difficile de confirmer ou d'affirmer que les États-Unis ont établi une base d'écoute de la NSA dans le désert algérien, même si aussi bien les Américains que les Algériens insistent qu'une telle base n'existe pas à l'heure actuelle.

CONCLUSION

Le 11 septembre a changé la donne au Maghreb car il a non seulement favorisé un rapprochement entre les États maghrébins et les États-Unis mais il a aussi permis à ces derniers de s'intéresser étroitement à la région. Il faut souligner toutefois que l'empressement des gouvernements maghrébins à s'intégrer dans une coalition internationale de lutte contre le terrorisme, qui leur a permis aussi de justifier leur répression et leurs violations des droits humains au nom de cette même lutte, n'a fait qu'accroître un anti-américanisme latent dans la région⁵⁶. Il ne faut donc pas oublier la division qui existe entre gouvernants et gouvernés en ce qui concerne la perception des États-Unis. Par exemple, alors que le gouvernement marocain avait condamné fermement les attaques du 11 septembre, la réaction populaire était toute autre : bien qu'elle ait été horrifiée par ces attaques, l'opinion publique marocaine a blâmé les États-Unis à cause de leur politique au Moyen-Orient,

notamment leur soutien sans réserve à Israël, contre les Palestiniens, ainsi que l'embargo et les attaques répétées contre l'Irak⁵⁷. La guerre en Irak n'a fait qu'accentuer cet anti-américanisme dans la région ; et les événements de juillet 2006 au Liban et à Gaza vont sûrement, non seulement renforcer l'anti-américanisme et affermir l'idéologie jihadiste, mais aussi creuser davantage le fossé qui existe entre gouvernants et gouvernés au Maghreb.

L'intention déclarée du gouvernement américain de propager la démocratie dans le monde arabe à travers le plan du « Grand Moyen-Orient » est perçue dans la région comme une volonté d'imposer une « démocratie clé en main », qui, en réalité, selon cette même opinion, dissimule un seul objectif : l'assujettissement des peuples arabes et musulmans à l'hégémonie américaine et israélienne. De plus, le soutien apporté à des régimes dont les pratiques sont loin d'être inspirées des principes démocratiques ne fait qu'accroître les frustrations des populations maghrébines, qui estiment que la région souffre d'un déficit de justice, de développement social et d'éducation, conditions nécessaires à la légitimité des gouvernements. Le *Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe*, publié au mois d'avril 2005, confirme cette constatation⁵⁸.

Il est indéniable que les relations algéro-américaines, en particulier, ont connu un développement considérable ces dernières années. Cependant, malgré l'importance stratégique, économique et politique de l'Algérie pour la politique américaine au Maghreb, les États-Unis demeurent encore beaucoup plus sensibles aux intérêts marocains qu'à ceux de l'Algérie. Ceci s'explique par des raisons historiques, idéologiques, politiques et militaires. Le soutien des États-Unis à la France coloniale a continué à influencer les relations entre les deux pays bien longtemps après l'indépendance de

l'Algérie en 1962. Les malentendus et désaccords qui ont marqué les relations algéro-américaines pendant près de 30 ans ont créé une méfiance mutuelle entre les décideurs des deux pays, méfiance qui n'a commencé à se dissiper que récemment. Des éléments comme le soutien de l'Algérie aux mouvements de libération nationale ou les divergences sur les conflits en Palestine et au Sahara occidental ont empêché le développement de relations étroites entre les deux pays et expliquent en partie une certaine hésitation quant à un solide rapprochement. Nonobstant le nouveau pragmatisme de la politique étrangère algérienne⁵⁹, les positions de l'Algérie vont souvent à contre-courant de la politique américaine, surtout en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien ou celui au Sahara occidental, non seulement à cause de l'expérience historique du nationalisme algérien, mais aussi pour des raisons de sécurité nationale (en ce qui concerne le Sahara occidental). Ceci dit, il existe un respect mutuel entre l'Algérie et les États-Unis, quels que soient leurs différends. Rappelons-nous du rôle joué par l'Algérie dans la libération, en 1981, des otages américains détenus en Iran. Plus récemment, en avril 2005, l'Algérie tenta de servir de médiateur entre les États-Unis et l'Iran pour résoudre les divergences de ces derniers sur la question du nucléaire iranien⁶⁰.

L'intérêt croissant des États-Unis au Maghreb a eu des conséquences pour l'Europe mais aussi pour les États maghrébins, qui peuvent à présent tenter d'utiliser les États-Unis comme contrepoids dans leurs relations avec l'Union européenne et la France en particulier. Toutefois, les pays européens, surtout la France et l'Allemagne, ont tout de même gagné des points au Maghreb--du moins au niveau de l'opinion publique--grâce à leur opposition à la guerre en Irak car, malgré l'excellence des relations des régimes maghrébins avec les États-Unis, il n'en est pas de même pour les populations

maghrébines, dont l'anti-américanisme ne fait aucun doute. Il est peu probable que les relations étatiques puissent engendrer des sentiments similaires au sein des opinions maghrébines, et ce malgré la campagne de relations publiques entamée par le Pentagone depuis février 2005 afin d'influencer l'opinion publique maghrébine en projetant une image positive de la politique américaine⁶¹. Si l'administration de Bush décide de lancer une autre guerre contre un pays arabe ou musulman, il est certain que l'image des États-Unis dans la région en pâtirait encore davantage et que les Européens en tireraient un certain profit. Il est indéniable que le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël dans la campagne militaire de celui-ci au Liban et à Gaza en juillet 2006 ternira encore davantage la position des États-Unis dans la région. De plus, les relations économiques, politiques et culturelles entre les pays du Maghreb et l'Union européenne sont beaucoup plus étroites que celles avec les États-Unis.

* Une version modifiée et plus détaillée de cet article est disponible en anglais et en espagnol sur le site web du centre de recherche Real Instituto Elcano à Madrid (Espagne) : <http://www.r-i-elcano.org/documentos/250.asp>.

** Yahia H. Zoubir est professeur en relations internationales et en management international à Euromed Marseille, école de management en France. Il est l'auteur de nombreux articles et chapitres d'ouvrages sur la région du Maghreb et sur la politique étrangère américaine. Il prépare actuellement (avec Haizam Amirah-Fernandez) un ouvrage collectif intitulé *North Africa in Motion: Politics, Region and the Limits of Transformation* (L'Afrique du Nord en mouvement : politique, région et les limites du changement), Routledge, à paraître.

¹ Cécile Jolly, « Ambitions américaines en Méditerranée », *Arabies*, septembre 1999. L'auteur affirmait, il y a déjà sept ans, que nous avançons peut-être vers un « Maghreb américain » et que « les Américains font tout pour écarter du Maghreb les Européens, partenaires traditionnels de cette région ».

² Les exemples abondent dans la presse maghrébine, qui soutient la même thèse. Voir notamment Hamida Ben Salah, « Le Maghreb suscite l'intérêt grandissant des États-Unis », *Le Quotidien d'Oran*, 3 février 2004 ; Sarah Raouf, « Maghreb : les regards identiques de Paris et Washington », *Le Quotidien d'Oran*, 8 décembre 2003 ; et Moussa Hormat-Allah, « Les américains et le Sahara : les dessous des cartes », *L'Opinion* (Maroc), janvier 2003.

³ Voir Yahia H. Zoubir, « Les États-Unis dans l'espace euro-méditerranéen : complémentarité, rivalité et réajustement d'influence », *Géoéconomie* (Paris), no. 35 (automne 2005), pp. 65-83.

⁴ Yahia H. Zoubir et Stephen Zunes, « United States Policy in the Maghreb » [« La politique des États-Unis au Maghreb »], in Yahia H. Zoubir (dir.), *North Africa in Transition: State, Society, and Economic Transformation in the 1990s*, University Press of Florida, Floride, 1999, pp. 227-243.

⁵ Yahia H. Zoubir, « Algerian-Moroccan Relations and their Impact on Maghrebi Integration » [« Les relations algéro-marocaines et leurs répercussions sur l'intégration maghrébine »], *Journal of North African Studies*, vol. 5, no. 3 (automne 2001), pp. 43-74.

⁶ The White House, *U.S. National Security Strategy Document* [Document sur la stratégie de sécurité nationale des États-Unis], Washington, DC, 7 février 2000.

⁷ Stuart Eizenstat, entretien avec Doris McMillon sur WorldNet « Dialogue », 8 juin 1999, in *United States Information Agency*, 16 juin 1999. Voir aussi Stuart E. Eizenstat, *Third Annual Les Aspin*

Memorial Lecture, The Washington Institute for Near East Policy, Washington, DC, 8 mars 1999.

⁸ Lors de son passage au Maghreb en septembre 2002, le secrétaire adjoint au Commerce Sam Bodman ne laissa aucun doute quant à la volonté des États-Unis d'intégrer l'Égypte et le Maghreb dans l'économie mondiale. En effet, il déclara que l'initiative de sa visite était « la preuve de l'engagement de l'administration Bush à un partenariat commercial fort et à l'investissement dans la région, et de la réalisation de l'objectif d'intégrer l'Égypte et le Maghreb à l'économie mondiale ». Voir « U.S. Commerce Deputy Secretary to Promote Trade and Economic Relations During Trip to Egypt, Tunisia, Algeria and Morocco the Week of September 21-28 » [« Le secrétaire adjoint au Commerce va promouvoir les relations commerciales et économiques lors d'un voyage en Égypte, en Tunisie, en Algérie et au Maroc pendant la semaine du 21-28 septembre »], U.S. Department of Commerce Newsroom, 20 septembre 2002,

http://www.commerce.gov/opa/press/Secretary_Evans/2002_Releases/Sept_20_Bodman_trip.htm. Cette volonté de créer un Maghreb intégré économiquement fut réitérée lors du passage de Karen Zens, haut officiel du ministère américain du Commerce. Voir aussi Fayçal Métaoui, « États-Unis : la théorie Burns », *El Watan*, 26 octobre 2003.

⁹ Yahia H. Zoubir, « Algeria and U.S. Interests: Containing Radical Islamism and Promoting Democracy » [« L'Algérie et les intérêts américains : endiguer l'islamisme radical et promouvoir la démocratie »], *Middle East Policy*, vol. 9, 1^{er} mars 2002, pp. 64-81.

¹⁰ Voir Mourad Saouli, « Algérie : fuite des cerveaux », *Arabies*, octobre 2003. Même si le terrorisme islamiste était en grande partie responsable de cet exode, il ne faut pas non plus oublier les phénomènes endogènes tels que la corruption, la dégradation du niveau de vie

de la classe moyenne, le favoritisme, la bureaucratie et le népotisme, qui enveniment la société algérienne ainsi que les autres pays du Maghreb.

¹¹ Voir sur ce point Zoubir, « Algeria and U.S. Interests: Containing Radical Islamism and Promoting Democracy », op. cit.

¹² Voir « Transcript: U.S. Envoy to Morocco on U.S.-Maghreb Trade (Gabriel promotes Eizenstat Initiative) » [« Transcription : Représentant américain au Maroc discute du commerce entre les États-Unis et le Maghreb (Gabriel promeut l'Initiative Eizenstat) »], 16 novembre 2000, <http://usembassy-israel.org.il/publish/peace/archives/2000/november/mel1117a.html>.

¹³ *Associated Press*, 20 novembre 2003.

¹⁴ Ces chiffres ont été calculés sur la base des documents du « Congressional Budget Justification for Foreign Operations » [« Justification du budget du Congrès pour les opérations étrangères »], U.S. Department of State, années fiscales 2004-2005.

¹⁵ Voir la lettre de Robert B. Zelnick, député au Commerce, au député Joseph R. Pitts, 20 juillet 2004.

¹⁶ Voir Jean-Pierre Placade, « Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal », Rapport no. 298 (2001-2002), Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Sénat, 15 mai 2002, http://www.senat.fr/rap/101-298/101-298_mono.html.

¹⁷ Entretiens de l'auteur avec de nombreux hauts officiels américains à Washington, DC (en 1996, 2000, 2001, 2004 et 2006).

¹⁸ Pour plus de détails, voir Hani Rabah, « Algérie - États-Unis : le patron du FBI chez Bouteflika », *Jeune indépendant* (Algérie), 25 mars 2001. Des officiels aussi bien algériens qu'américains ont révélé à l'auteur que les services secrets des deux pays échangeaient des

renseignements sur les réseaux terroristes durant les années 1990.

¹⁹ Voir Richard Boucher, porte-parole du ministère des Affaires étrangères américain, *Daily Press Briefing*, Washington, DC, 11 décembre 2002 ; et Steven R. Weisman, « U.S. to Sell Military Gear to Algeria to Help It Fight Militants » [« Les États-Unis vont vendre du matériel militaire à l'Algérie pour l'aider à combattre les militants »], *New York Times*, 10 décembre 2002.

²⁰ À ce sujet, voir le chapitre de Daniel Volman, « Foreign Arms Sales and the Military Balance in the Maghreb » [« Ventes d'armes étrangères et l'équilibre militaire au Maghreb »], in Zoubir, *North Africa in Transition*, op. cit., pp. 220-221.

²¹ « Country Profile: Algeria » [« Profil du pays : Algérie »], *PolitInfo.com*, mai 2004, http://us.politinfo.com/Information/Country_Profiles/country_profile_197.html.

Selon les chiffres du ministère du Commerce américain en 2002, cet investissement représentait 88,6 pour cent de l'investissement total américain au Maghreb et 13,6 pour cent de l'investissement total américain dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les États-Unis s'élevaient à 3,5 milliards de dollars, soit 72 pour cent des échanges totaux des États-Unis avec le Maghreb. Voir le discours du président Abdelaziz Bouteflika lors de la réception de l'U.S. - *Algeria Business Council* (« Conseil d'affaires algéro-américain »), New York, 23 septembre 2003, <http://www.algeria-us.org/President%20Speech/President%20Speech.htm>.

²² Alex Lefèvre, « Chirac Promotes French Interests in Algeria » [« Chirac promeut les intérêts de la France en Algérie »], World Socialist Web Site, International Committee of the Fourth International, 15 mars 2003, <http://www.wsws.org/articles/2003/mar2003/alge-m15.shtml>.

²³ Economist Intelligence Unit, « Algeria: Country Forecast » [« Algérie : Pronostic du pays »], *The Economist*, 21 mars 2005, <http://www.economist.com/countries/Algeria/profile.cfm?folder=Profile-Forecast>.

²⁴ « Les États-Unis, premier client de l'Algérie au premier trimestre 2005 », *Agence France Presse*, 24 avril 2005.

²⁵ Pour plus de détails sur la coopération législative, voir Ghada Hamrouche, « Les Américains contribuent à moderniser le processus législatif algérien », *La Tribune* (Alger), 22 janvier 2006 ; et R. N., « Les délégations américaines se succèdent à Alger », *Le Quotidien d'Oran*, 15 janvier 2006.

²⁶ L'ambassadeur américain à Tunis de l'époque, Peter Sebastian, révéla à l'auteur en 1987 que le président Habib Bourguiba, pourtant proche des Américains, était sur le point de rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis : « J'ai dû utiliser tout mon talent de diplomate pour l'en dissuader ».

²⁷ Yahia H. Zoubir, « Libya in U.S. Foreign Policy: From Rogue State to Good Fellow? » [« La Libye dans la politique étrangère des États-Unis : de l'État voyou à l'État respectable ? »], *Third World Quarterly*, vol. 23, no. 1 (février 2002), pp. 31-53 ; et Ronald Bruce St John, *Libya and the United States: Two Centuries of Strife* [La Libye et les États-Unis : deux siècles de lutte], University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 2002.

²⁸ Entretien de l'auteur avec un officiel au département d'État, Washington, DC, juin 2004.

²⁹ Voir Yahia H. Zoubir, « Libye : islamisme radical et lutte antiterroriste », *Revue Maghreb - Machrek*, no. 184 (été 2005), pp. 53-66.

³⁰ Voir « ExxonMobil signs PSA with Libya National Oil » [« ExxonMobil signe un accord de partage de production avec Lybia National Oil »], *Offshore*, 12 juillet 2005,

http://ogj.pennnet.com/articles/article_disp

lay.cfm?Section=ONART&C=TOPST&ARTICLE_ID=243177&p=9.

³¹ Voir Yahia H. Zoubir, « The United States and Libya: From Confrontation to Normalization » [« Les États-Unis et la Libye: de la confrontation à la libéralisation »], *Middle East Policy*, vol. 13, no. 2 (été 2006), pp. 48-70.

³² Cité par l'Agence France Presse (Tripoli), 31 août 2002.

³³ Voir Ronald Bruce St John, « 'Libya is not Iraq': Preemptive Strikes, WMD and Diplomacy » [« 'La Libye n'est pas l'Irak': attaques préventives, armes de destruction massives et diplomatie »], *Middle East Journal*, vol. 58, no. 3 (été 2004), pp. 391-92. L'auteur démontre de manière irréfutable que « le rôle de l'administration actuelle [G.W. Bush] est d'exécuter avec succès des démarches débattues depuis plus d'une décennie et finalement initiées dans les derniers jours de l'administration Clinton », p. 386.

³⁴ Colin L. Powell, « Diplomacy Properly Understood » [« La diplomatie comprise correctement »], *State Magazine*, mai 2004, p. 2,

<http://www.state.gov/documents/organization/32314.pdf>. Powell déclara que « la diplomatie sans force est une vaine prière » et que « le pouvoir sans diplomatie est souvent sans effet ».

³⁵ Voir « Libya: Bright Outlook for Energy Investment » [« La Libye : bonne perspective pour l'investissement en énergie »], *Oxford Analytical*, 27 avril 2005.

³⁶ Agence France Presse (Tripoli), 24 juillet 2006.

³⁷ *Associated Press*, 20 novembre 2003.

³⁸ Giles Tremlett, « U.S. sends special forces into North Africa » [« Les États-Unis envoient des forces spéciales en Afrique du Nord »], *The Guardian*, 15 mars 2004.

³⁹ Yahia H. Zoubir, « Changement et continuité de la politique américaine au Maghreb », *Afkar / Idées*, no. 5 (hiver 2005), pp. 55-58.

⁴⁰ The White House, « The National Security Strategy of the United States of America, 2002 » [« Rapport sur la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, 2002 »], septembre 2002.

⁴¹ Anthea Jonathan, « U.S. eyes North Africa » [« Les États-Unis observent l'Afrique du Nord »], *News24*, 10 mars 2004,

http://www.news24.com/News24/Africa/News/0%2C%2C2-11-1447_1496197%2C00.html.

⁴² G. Tremlett, op. cit.

⁴³ Robert Burns, « General: U.S. Gains From Ties With Libya » [« Général : les États-Unis bénéficient d'alliances avec la Libye »], *Associated Press*, 21 avril 2005.

⁴⁴ Zine Cherfaoui, « Les Américains réunissent les chefs des états-majors des armées des pays du Maghreb et du Sahel », *Le Quotidien d'Oran*, 25 mars 2004.

⁴⁵ William P. Pope, « Eliminating Terrorist Sanctuaries: The Role of Security Assistance » [« Éliminer les sanctuaires terroristes : le rôle de l'aide sécuritaire »], Testimony Before the House International Relations Committee, Subcommittee on International Terrorism and Nonproliferation, U.S. House of Representatives, Washington, DC, 22 mars 2005,

<http://www.state.gov/s/ct/rls/rm/43702.htm>

⁴⁶ Le site du ministère de la Défense américain fournit d'amples détails sur les allocations financières à chacun des États, ainsi que sur les divers types d'équipement :

<http://64.233.167.104/search?q=cache:0be w7mgEiIAJ:www.up.ac.za/academic/cips/Publications/Col%2520CD%2520Smith%2520Jr.ppt+Pan-Sahel+Initiative&hl=en>.

⁴⁷ R. Burns, op. cit.

⁴⁸ Remarques par Paul Wolfowitz au « Africa Center for Strategic Studies Senior Leader Seminar », Washington, DC, 9 février 2004,

<http://www.defenselink.mil/speeches/2004/sp20040209-depsecdef0863.html>.

⁴⁹ Voir Jason Beaubien, « The U.S. Military's Growing Role in Africa » [« Le rôle grandissant des forces militaires des États-Unis en Afrique »], programme « All Things Considered », National Public Radio, 11 octobre 2004, <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=4079474>. Il est évident que cette coopération a été dictée non seulement par la lutte antiterroriste mais aussi par la protection des gisements pétroliers dans la région du Maghreb-Sahel.

⁵⁰ Porte-parole du ministère des Affaires étrangères, « Établissement de relations diplomatiques complètes entre Israël et la Mauritanie », 27 octobre 1999, http://www.mfa.gov.il/MFAFR/MFAArchive/1990_1999/1999/10/Etablissement%20de%20relations%20diplomatiques%20completes.

⁵¹ Princeton N. Lyman, « Fighting Terrorism in Africa » [« Lutter contre le terrorisme en Afrique »], Testimony before the House Committee on International Relations, Subcommittee on Africa Hearing, U.S. House of Representatives, Washington, DC, 1^{er} avril 2004, http://www.cfr.org/pub6912/princeton_n_lyman/the_terrorist_threat_in_africa.php.

⁵² Louisa Aït Hamadouche, « Les engagements sécuritaires américains en Afrique », *La Tribune*, 2 mars 2004.

⁵³ Jim Fisher-Thompson, « Le poids de l'Afrique dans la politique de sécurité des États-Unis », *Washington File*, 2004.

⁵⁴ M. Hormat-Allah, op.cit.

⁵⁵ Karl Wycoff, « Fighting Terrorism in Africa » [« Lutter contre le terrorisme en Afrique »], Testimony before the House Committee on International Relations, Subcommittee on Africa Hearing, U.S. House of Representatives, Washington, DC, 1^{er} avril 2004, http://www.house.gov/international_relations/108/Wyc040104.htm.

⁵⁶ Cette question est bien traitée dans Abdel Mahdi Abdallah, « Causes of Anti-Americanism in the Arab World: A

Sociopolitical Perspective » [« Causes de l'anti-américanisme dans le monde arabe : une perspective sociopolitique »], *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*, vol. 7, no. 4 (décembre 2003), <http://meria.idc.ac.il/journal/2003/issue4/jv7n4a6.html>. En ce qui concerne le Maghreb, voir Yahia H. Zoubir et Louisa Aït-Hamadouche, « Anti-Americanism in North Africa: Can State Relations Overcome Popular Resentment? » [« Anti-américanisme en Afrique du Nord : les relations interétatiques peuvent-elles surmonter le ressentiment populaire ? »], *Journal of North African Studies*, vol. 11, no. 1 (mars 2006), pp. 39-58.

⁵⁷ Voir Abdellatif Mansour, « Le Maroc à l'épreuve de la tragédie américaine », *Maroc Hebdo International*, 21-27 septembre 2001.

⁵⁸ *Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avril 2005, <http://cfapp2.undp.org/rbas/ahdr2.cfm?menu=12&submenu=2>.

⁵⁹ Yahia H. Zoubir, « The Dialectics of Algeria's Foreign Relations from 1990 to the Present » [« Dialectiques des relations étrangères de l'Algérie depuis 1990 jusqu'à nos jours »], in Ahmed Aghrout (dir.), *Algeria in Transition-Reforms and Development Prospects*, Routledge, London, 2004, pp. 151-82.

⁶⁰ Amine Goutali, « Iran - États-Unis : l'Algérie pour 'désamorcer' la crise », *L'Expression* (Algérie), 5 avril 2005.

⁶¹ Le Pentagone a lancé un site web, *Magharebia*, sponsorisé par EUCOM, dont l'objectif affiché sur le site est de « promouvoir la stabilité, la coopération et la prospérité dans cette région du globe », <http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/document/awi/footer/about/about>.